

26^E RENCONTRES FRANCO-ALLEMANDES D'EVIAN
EUROPE, ALLEMAGNE, FRANCE :
ÉVOLUTION DES OPINIONS PUBLIQUES

Pascal Lamy | *Président emeritus de l'Institut Jacques Delors*
Sébastien Maillard | *Directeur de l'Institut Jacques Delors*
Henrik Enderlein | *Directeur du Jacques Delors Institut - Berlin*
Daniel Debomy | *Directeur d'OPTEM*

SOMMAIRE

1. Les Européens redeviennent plus positifs sur l'Europe	3
1.1. L'appartenance à l'UE à nouveau plébiscitée, Allemands en tête	3
1.2. D'autres indicateurs favorables à la hausse, sans enthousiasme débordant	5
2. Allemands et Français, proches mais dissonants	6
2.1. Sur leur perception réciproque, un intérêt grandissant	6
2.2. Sur leur perception de leur économie et de la mondialisation, un décalage toujours important	8
2.3. Sur leur perception de l'UE, accords et désaccords	9
CONCLUSION	11
SUR LES MÊMES THÈMES	12

L'observation des sondages montre que l'Europe retrouve les faveurs des opinions publiques, avec l'appui notable des Français et des Allemands, qui continuent toutefois à diverger nettement dans leurs appréciations de l'économie et dans leurs approches de la mondialisation.

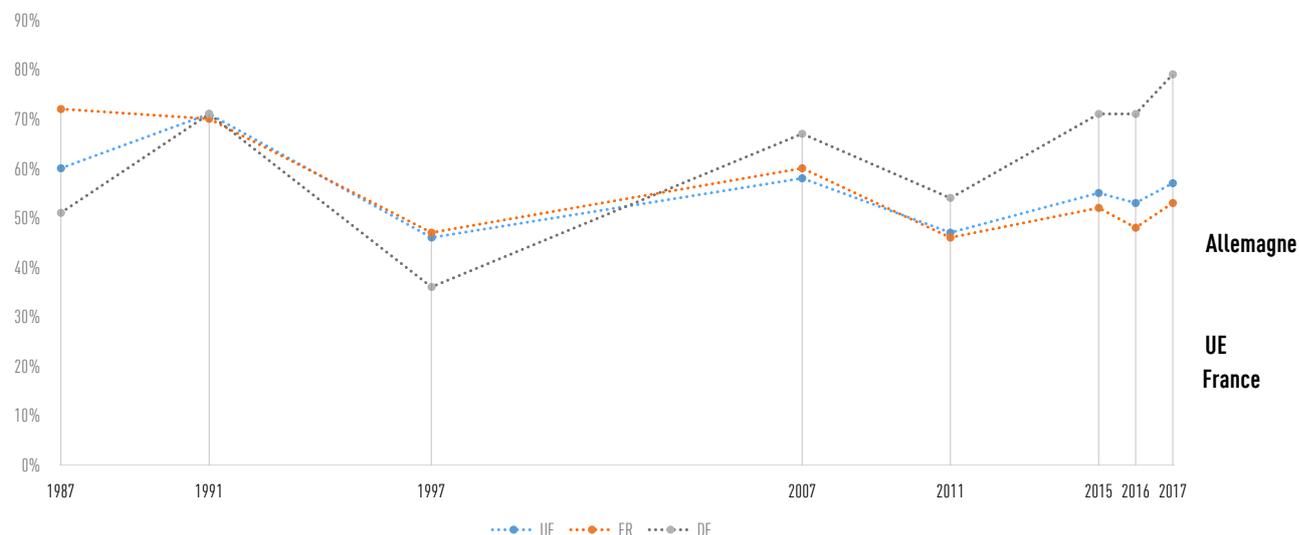
1. Les Européens redeviennent plus positifs sur l'Europe

Retour à la normale. Après une sévère chute depuis dix ans, les indicateurs en faveur de l'Europe dans les opinions publiques sont tous repartis à la hausse, se rapprochant de leur niveau d'avant la crise financière et s'améliorant davantage en Allemagne qu'en France.

1.1. L'appartenance à l'UE à nouveau plébiscitée, Allemands en tête

Appartenir à l'Union européenne est de nouveau clairement considéré comme une bonne chose. Par rapport aux opinions négatives ou neutres, ce sentiment favorable est le plus répandu parmi les opinions publiques dans l'UE, comme l'ont récemment relevé de manière convergente divers indicateurs.. Avec 57% de jugements positifs, l'appartenance à l'UE est redevenue largement appréciée des Européens en 2017, de manière particulièrement notable en Allemagne. À 53%, la remontée en France part de plus bas et se fait plus graduelle mais suit la même tendance haussière (cf. graphique 1).

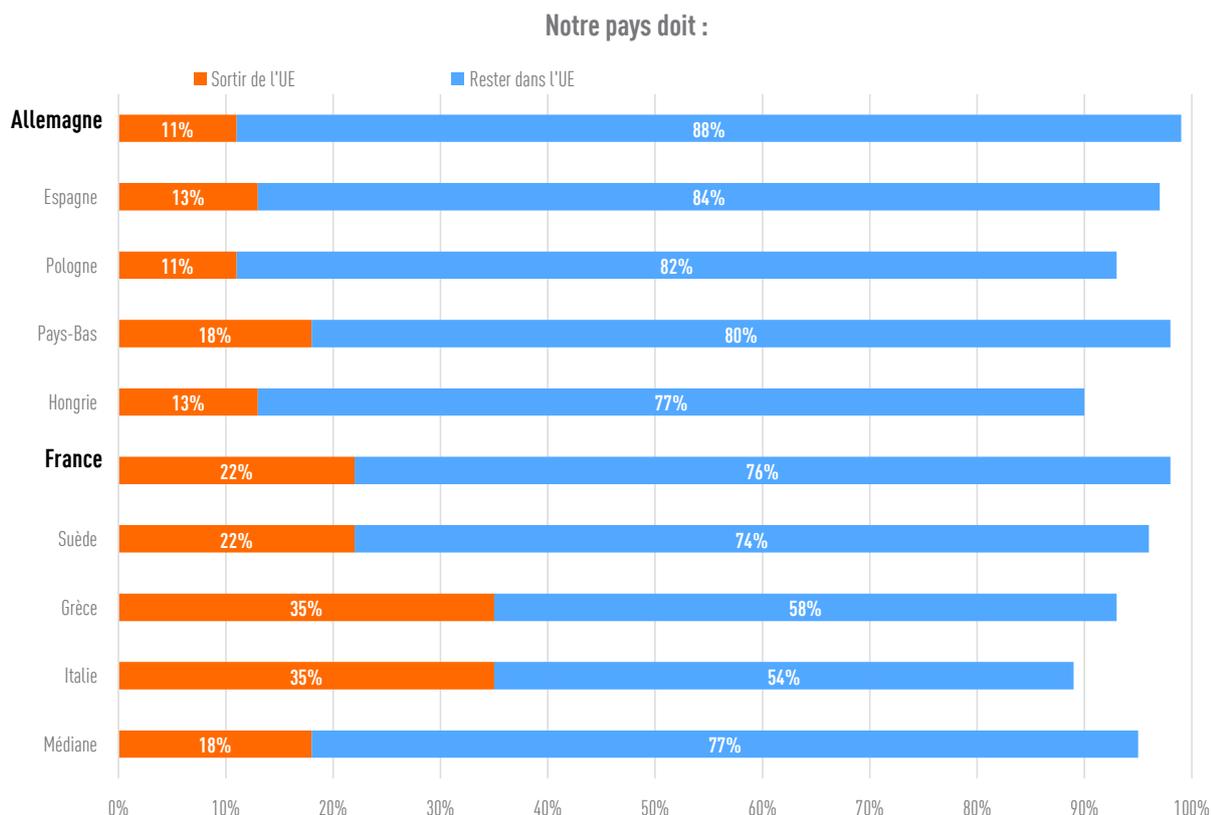
GRAPHIQUE 1 ► Évolution de l'indicateur d'appartenance à l'UE depuis trois décennies (1987-2017) : jugements positifs



Source : Eurobaromètre

Un an après le référendum britannique, le Brexit n'a donc pas eu d'effet contagieux sur le continent. Au contraire, même au Royaume-Uni, l'opinion envers les institutions européennes s'est, depuis, améliorée comme ailleurs. Dans ce contexte, l'Italie fait actuellement figure d'exception : les vues favorables envers l'UE y diminuent, corollaires à une détérioration de la perception de la situation économique du pays. La proportion des Italiens en faveur d'une sortie de l'Union est aussi élevée qu'en Grèce (35%), seul pays où une large majorité de la population (65%) garde une opinion défavorable à l'égard de l'UE, en raison de la crise (cf. graphique 2).

GRAPHIQUE 2 ▶ Sortir de l'UE ou rester dans l'UE ?



Source : Sprint 2017 Global Attitudes Survey, Q45, Pew Research Center

Hormis ces cas particuliers, la nette remontée générale actuelle des jugements positifs sur l'appartenance à l'UE s'inscrit dans une tendance d'amélioration jusqu'alors hésitante à l'œuvre depuis 2011. Auparavant, sous l'effet de la crise financière de 2007-2008 et de la récession, l'opinion envers l'UE s'était détériorée, avec des avis alors plus souvent mitigés et négatifs que positifs, en particulier en 2010, au cœur de la crise des dettes souveraines.

Pour être appréciés justement, ces mouvements dans l'opinion envers l'Europe sont à resituer sur le temps long. Après la période de relance de la construction européenne au tournant des années 1980 et 1990, l'après-Maastricht s'est accompagné d'une chute marquée des opinions positives, qui fut particulièrement prononcée outre-Rhin. Une remontée en dents de scie a été observée ensuite au cours de la décennie 1997-2007, jusqu'à ce que survienne la crise financière, entraînant une nouvelle dégringolade de l'UE dans l'opinion. La remontée actuellement observable de jugements positifs envers l'UE marque finalement un retour à leur niveau général d'avant-crise, il y a dix ans. Ce niveau rejoint aussi celui d'il y a 30 ans, sans tout à fait l'atteindre. Il s'agit donc plutôt d'un retour à la normale dans l'opinion et non d'un gain net d'europhilie.

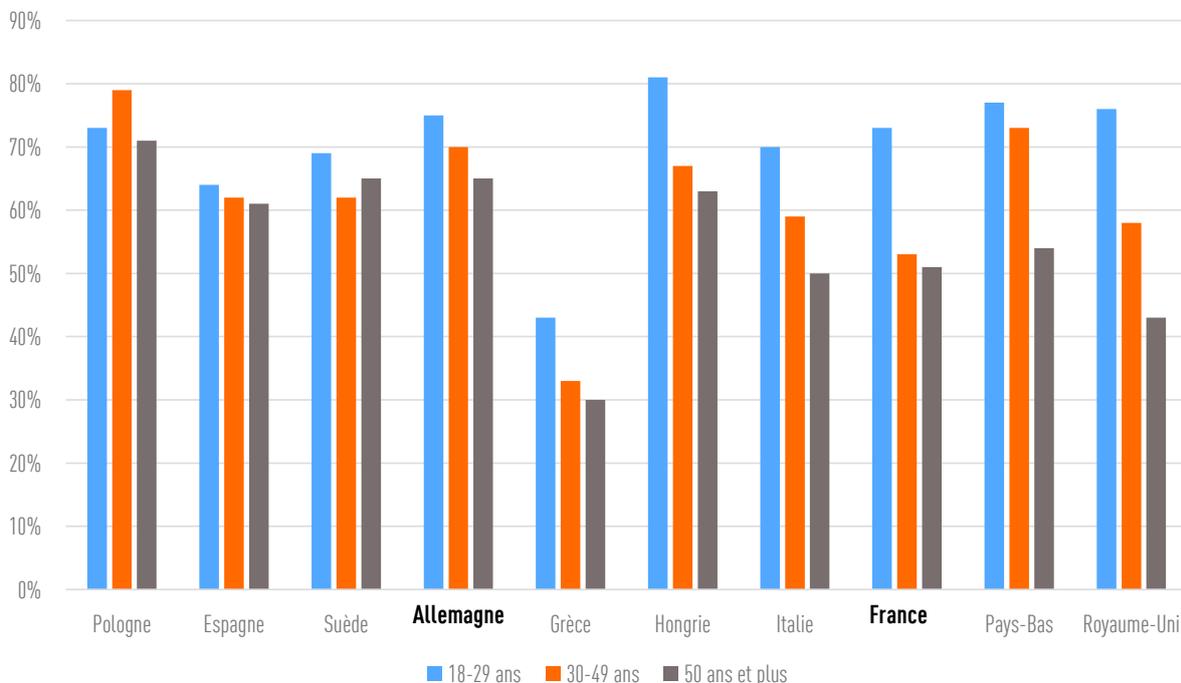
À noter cependant que durant ces trois décennies, les faveurs les plus marquées envers l'Europe ont changé de camp entre la France et l'Allemagne. Alors qu'en 1987, l'adhésion de l'opinion française pour l'Europe devançait clairement l'opinion allemande (72% contre 51%), la situation apparaît contraire en 2017, avec un record allemand de jugements positifs actuellement à 79%. La considération de l'appartenance du pays à l'UE comme

un avantage a grimpé outre Rhin ces deux dernières années, alors qu'elle a progressé de manière beaucoup moins marquée en France. Cette meilleure opinion allemande se vérifie à l'aune d'autres indicateurs.

1.2. D'autres indicateurs favorables à la hausse, sans enthousiasme débordant

Les opinions européennes se sont également améliorées à l'aune d'autres mesures d'adhésion à l'Europe, qu'il s'agisse de l'image de l'UE, de la confiance qu'elle inspire, de l'appréciation de la direction prise ou de son futur. Détériorée pendant la crise de l'euro, l'image de l'UE opère un net rebond cette année (40% d'image positive en moyenne contre 34% en 2016), vérifiable des deux côtés du Rhin. La cote de confiance dans l'UE retrouve aussi des couleurs après s'être effondrée. D'autres récentes enquêtes attestent de la même remontée, qui est portée notamment par la jeune génération (18-29 ans, cf. graphique 3).

GRAPHIQUE 3 ▶ Opinion positive de l'UE selon la classe d'âge



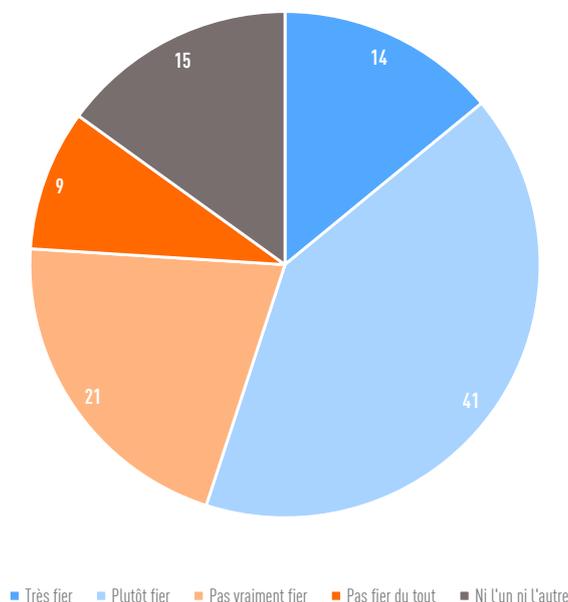
Source : Sprint 2017 Global Attitudes Survey, Q12f, Pew Research Center

Dans cette tendance générale à la hausse, l'opinion allemande se montre aujourd'hui globalement un peu plus positive que celle des Français à l'égard de l'UE, même si elles évoluent à des niveaux d'appréciation comparables. L'Europe bénéficie outre-Rhin d'une meilleure image (45% contre 40% côté français) et d'une meilleure confiance (47% contre 41%) qu'en France. Les Allemands se déclarent aussi un peu plus optimistes pour le futur de l'UE (59%) que les Français (55%), auprès de qui cet indicateur a fait toutefois l'objet d'un net sursaut (+14 points de l'automne 2016 au printemps 2017), sans doute en partie lié à un « effet Macron » dont la pérennité reste à vérifier.

Reste à souligner que toutes ces hausses dans l'opinion ne rattrapent qu'en partie le terrain perdu au cours de la décennie, sans en gagner de nouveau. Ni l'image, ni la confiance et l'optimisme dans l'UE n'ont retrouvé aujourd'hui leurs niveaux de 2007 dans l'opinion des Européens, et singulièrement dans celles des Allemands et des Français. Malgré son redressement, la confiance dans l'UE reste minoritaire en France et fait l'objet d'une faible majorité relative en Allemagne. Et la part d'image « neutre » qu'inspire l'Union reste de manière générale prégnante, à 37%, y compris en France (36%) ou en Allemagne (39%). Toutes catégories sociales confondues, une récente enquête, dans dix pays à travers l'UE, montre une dispersion importante de l'opinion des sondés dans leurs degrés de fierté d'être européens (cf. graphique 4). Les Européens ne sont pas devenus eurobéats.

GRAPHIQUE 4 ► Fierté d'être Européen

Concernant le fait d'être Européen, êtes-vous :



Source : Chatham House, "the Future of Europe: Comparing Public and Elite Attitudes"

D'ailleurs, il existe une demande majoritaire chez les Européens qu'en matière d'immigration et de commerce, les prérogatives européennes soient moins larges, au profit de l'échelon national. Sur la question migratoire, cette opinion est plus répandue en Europe de l'Est que du Sud. Sur les accords de libre-échange, cette demande est plus partagée, avec un écart entre Allemands voulant, à 60%, conserver cette compétence européenne et Français, la préférant nationale, à 56%.

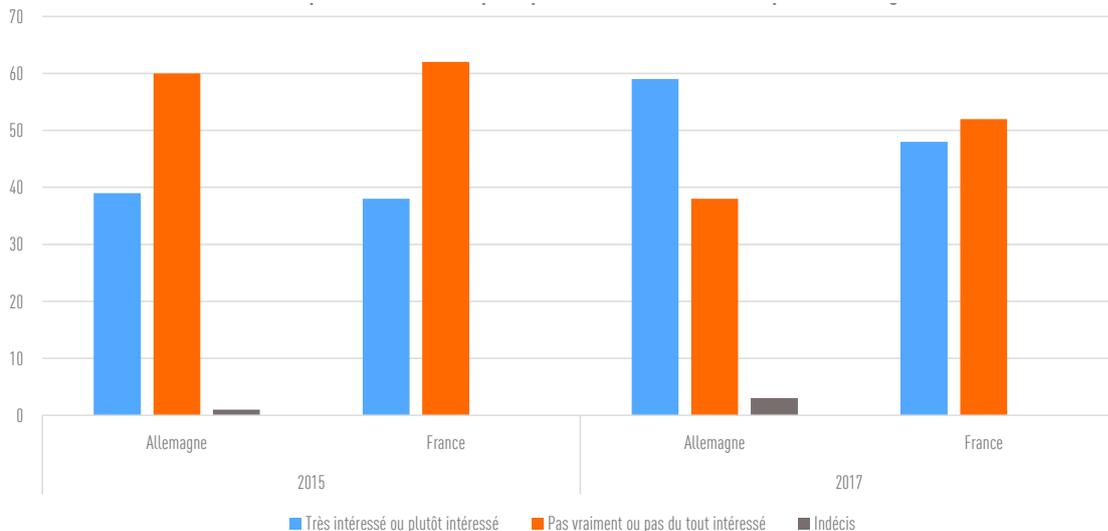
2. Allemands et Français, proches mais dissonants

Le couple franco-allemand peut s'appuyer sur un fort intérêt réciproque entre les populations des deux pays mais doit aussi composer avec des opinions publiques divergentes, de part et d'autre du Rhin, sur des sujets majeurs comme leur vision de l'économie et de la mondialisation ainsi que sur les priorités qui en découlent pour l'Europe, même si certaines convergences sont aussi à l'œuvre.

2.1. Sur leur perception réciproque, un intérêt grandissant

Français et Allemands expriment un intérêt croissant pour leurs situations politiques et économiques respectives. Une récente enquête croisée des opinions montre, côté allemand, une progression de vingt points (de 39% à 59%) entre 2015 et 2017 de l'intérêt pour les événements politiques en France et la situation économique de ce voisin. Côté français, cette progression est de dix points, de 38% à 48% (cf. graphique 5). Entre les deux populations, la confiance mutuelle est élevée et s'est améliorée.

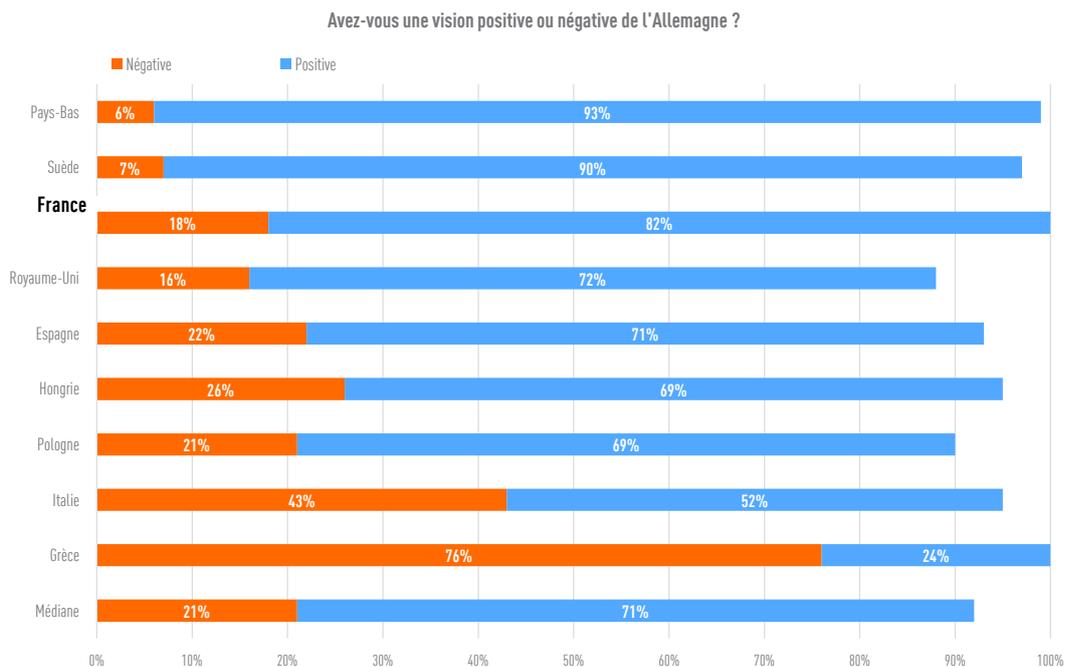
GRAPHIQUE 5 ▶ Êtes-vous intéressé par les événements politiques et la situation économique en Allemagne/en France ?



Population : France et Allemagne, personnes âgées de 16 ans et plus
Source : Allianz Monitor France-Allemagne 2017

Pour leur part, les Français ont un regard favorable sur l'Allemagne (82%), se situant au-dessus d'une moyenne européenne à 71% (cf. graphique 6). Cette opinion positive est encore plus répandue parmi ceux également favorables à l'UE. Les Français comptent aussi parmi les Européens accordant la plus haute confiance envers Angela Merkel dans sa gestion des affaires mondiales, se situant presque au même niveau que les Allemands eux-mêmes, alors que l'opinion européenne générale est beaucoup plus partagée. De même, une petite majorité de Français (52%) considère comme juste l'influence allemande dans les décisions de l'UE, tandis que cette perception est jugée moins favorablement ailleurs, surtout en Europe du Sud.

GRAPHIQUE 6 ▶ Opinions sur l'Allemagne



Source : Sprint 2017 Global Attitudes Survey, Q30d et Q12g, Pew Research Center

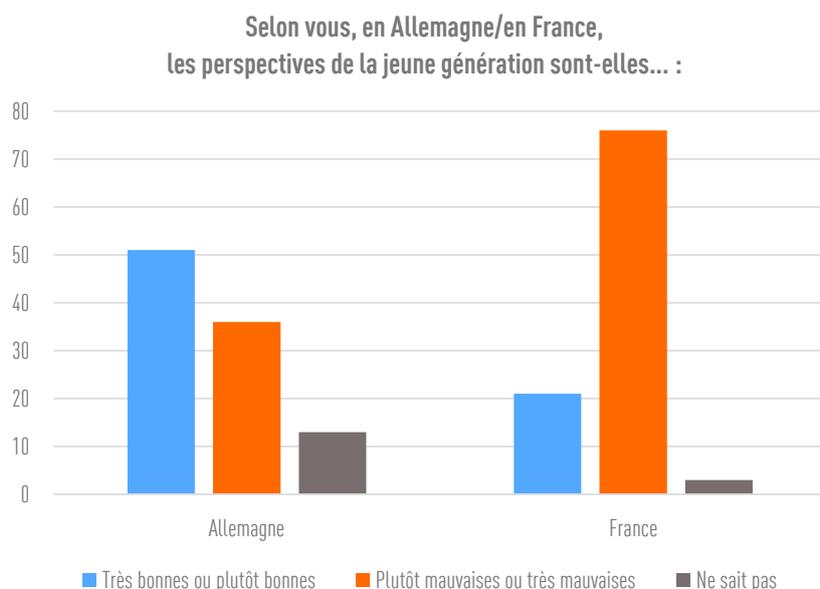
En Allemagne, l'élection d'Emmanuel Macron à la Présidence de la République a suscité énormément d'intérêt et des réactions positives. Si l'intérêt allemand pour la politique française avait été en forte hausse avant l'élection (augmentation de 20 points en deux ans), c'était sans doute dû au risque d'un vote extrémiste, ce qui explique aussi l'image positive du nouveau Président outre-Rhin. Il n'y a pas encore de sondages représentatifs sur la confiance que portent les Allemands à Emmanuel Macron, mais les commentaires médiatiques et politiques montrent une double réaction très claire : espoir lié aux perspectives de dynamiques pro-réforme et pro-européenne en France, mitigé par une hésitation liée aux demandes potentielles que pourrait formuler le nouveau Président à l'égard de l'Allemagne sur le partage de risque dans la zone euro ou le financement de l'UE.

2.2. Sur leur perception de leur économie et de la mondialisation, un décalage toujours important

Les Allemands et les Français ont une appréciation diamétralement opposée de leur propre situation économique. Alors que, pour une très large majorité d'Allemands, leur pays se trouve actuellement en bonne santé économique (86%) et constitue une bonne voire excellente destination pour les affaires (80%), les Français ne sont que 21% à juger bonne la situation économique de la France. Pour 48%, elle ne présente pas un environnement propice pour les affaires. Le chômage y arrive en tête des préoccupations, ce qui n'est pas du tout le cas outre-Rhin.

Le décalage est aussi profond quant aux perspectives d'avenir. Celles-ci sont perçues comme bonnes par 75% des Allemands et mauvaises par une majorité de Français. « La crise est partie pour durer encore de longues années » jugent 48% des Français contre seulement 19% des Allemands. Dans cette perspective, on redoute un avenir des jeunes plus négatif en France qu'en Allemagne, où il est au contraire attendu comme plutôt positif (cf. graphique 7).

GRAPHIQUE 7 ► Les perspectives de la jeune génération en Allemagne et en France

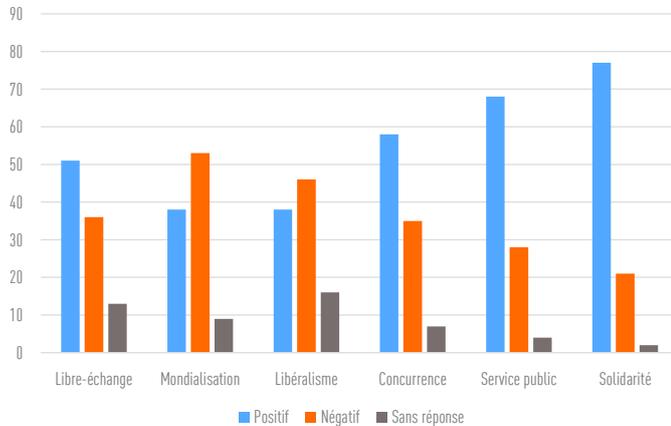


Population : France et Allemagne, personnes âgées de 16 ans et plus
Source : Allianz Monitor France-Allemagne 2017

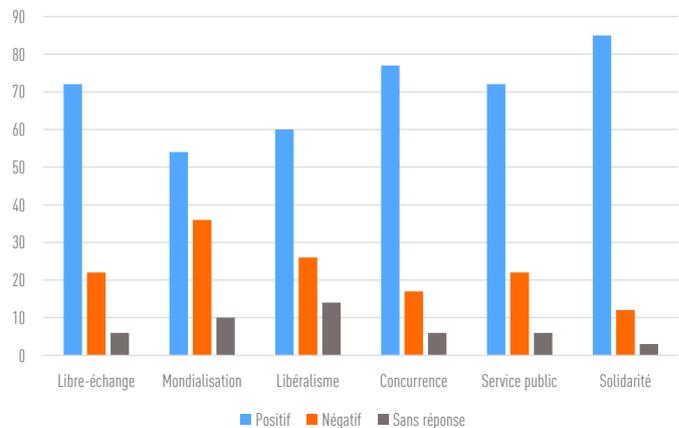
Ces différences d'appréciation de l'avenir s'appuient sur des conceptions qui demeurent fondamentalement décalées des ressorts de l'économie. Le libre-échange est vu positivement par 72% des Allemands contre 51% des Français. La mondialisation est un terme qui évoque « quelque chose de positif » pour 54% des Allemands et « quelque chose de négatif » pour 53% des Français (cf. graphique 8).

GRAPHIQUE 8 ➤ Des compréhensions différentes

France : les différents termes évoquent-ils pour vous quelque chose de positif ou de négatif ?



Allemagne : les différents termes évoquent-ils pour vous quelque chose de positif ou de négatif ?



Source : Eurobaromètre, automne 2016

Toutefois cette perception française paraît s'améliorer quelque peu. La mondialisation est considérée comme une « opportunité de croissance économique » par 53% des Français, contre 48% à la fin de 2016. Elle est aussi légèrement moins perçue qu'il y a deux ans comme une menace pour la culture nationale. Par ailleurs, près de la moitié des Français approuvent le besoin de réformes d'envergure dans le pays, tout en sachant qu'elles ne seront pas indolores.

Côté allemand, en revanche, indépendamment de la situation économique, apparaît un sentiment d'inquiétude. La part des Allemands considérant les changements en cours dans leur pays comme globalement négatifs, en deux ans, est passée de 34% à 54%. A la suite de la crise migratoire et des attaques terroristes, ils estiment que l'Etat assure moins bien la sécurité qu'auparavant tandis que les Français, également victimes du terrorisme, se montrent toujours majoritairement satisfaits de la protection de l'Etat, à 57%.

Dans ce contexte, Allemands et Français affichent une même préoccupation élevée face au terrorisme. Mais aussi à l'égard d'autres sujets majeurs pour la société, comme, en tête, les inégalités sociales, les retraites, le service public ou le système éducatif. Les deux populations attendent de meilleures politiques publiques à cet égard dans leurs pays respectifs et manifestent un même attachement à leur modèle social.

2.3. Sur leur perception de l'UE, accords et désaccords

Ces différences d'appréciation entre Français et Allemands rejouent sur leur perception du fonctionnement de l'UE et de son avenir. Alors que 61% des Allemands approuvent la manière dont l'Union gère les questions économiques européennes, 63% des Français, eux, la désapprouvent.

Le vote pour le Brexit est aussi diversement apprécié. Un départ du Royaume-Uni est considéré nettement plus mauvais pour l'UE par les Allemands (74%) que par les Français (59%), dont plus d'un tiers l'estime au contraire une bonne chose pour l'Union. Dans les deux pays toutefois, une même part de la population estime que le Brexit n'affaiblira pas l'UE, ni ne la renforcera. Une large majorité appuie en réaction une plus forte coopération entre pays européens.

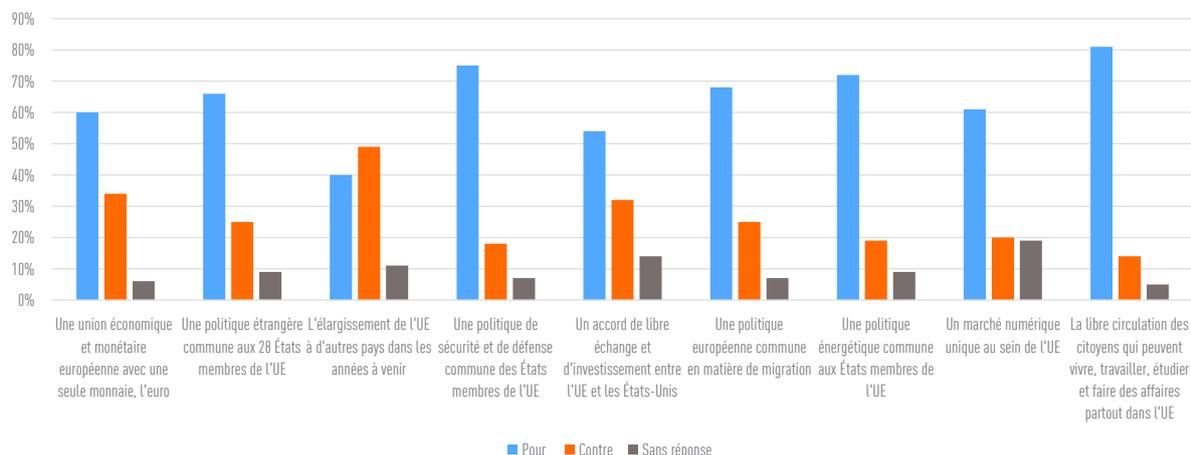
D'ailleurs, Français et Allemands se montrent parmi les plus ouverts à une Europe à plusieurs cercles. Alors que les Européens sont en moyenne divisés sur cette question, 56% des Français et 64% des Allemands sont favorables à ce que l'Europe avance sans attendre que tous les autres Etats-membres y soient prêts, ce qui peut laisser à penser que les deux côtés du Rhin se voient également dans l'avant-garde.

Plus largement, les deux populations affichent des prédispositions communes sur plusieurs politiques européennes (cf. graphique 9), comme en matière de défense et de sécurité, de libre circulation et de politique énergétique. Elles présentent aussi le même degré d'opposition à de futurs élargissements de l'UE. Et elles ont une

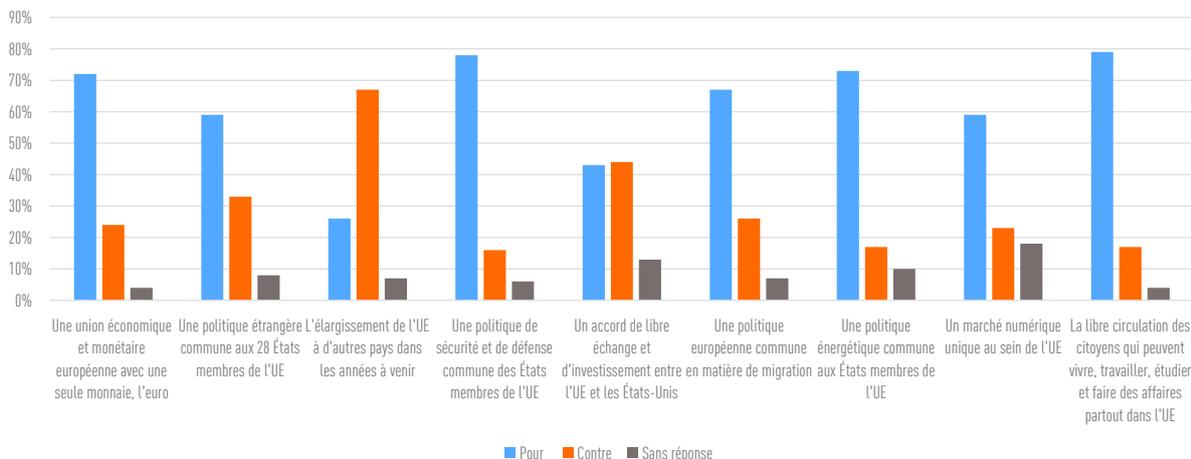
opinion plus réservée que les autres Européens sur un accord de libre-échange avec les États-Unis, qui rencontre même plus d'hostilité en Allemagne.

GRAPHIQUE 9 ► Projets européens

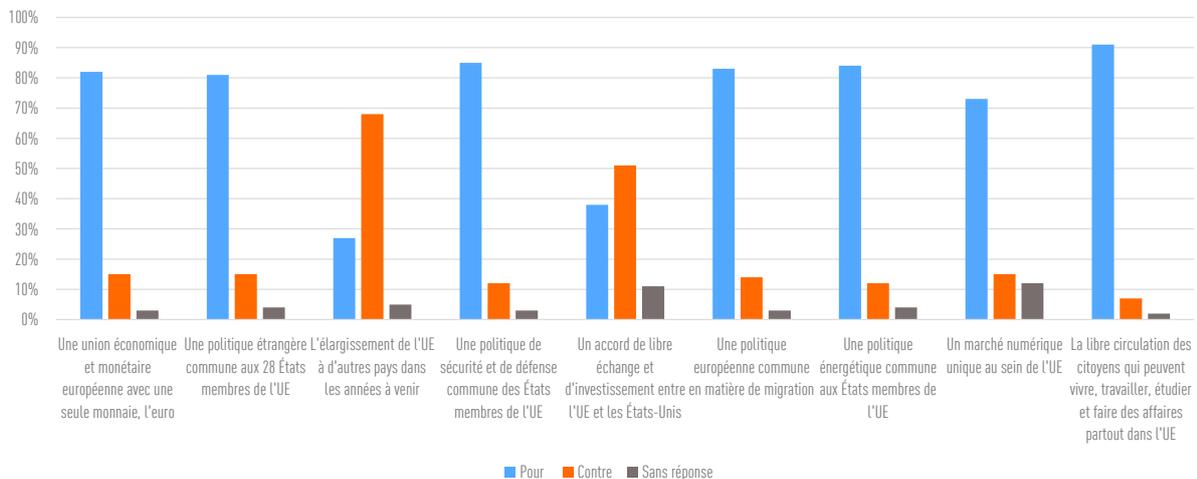
UE : à propos de ces différentes propositions, êtes-vous pour ou contre ?



France : à propos de ces différentes propositions, êtes-vous pour ou contre ?



Allemagne : à propos de ces différentes propositions, êtes-vous pour ou contre ?



Source : Eurobaromètre, printemps 2017

CONCLUSION

Malgré des appréciations et approches différentes, un même regain d'intérêt pour faire avancer l'Europe peut rapprocher des Allemands, plus confiants dans leur position économique mais plus inquiets pour leur sécurité, et des Français toujours moroses mais plus ouverts aux réformes.

RÉFÉRENCES

Eurobaromètres de la Commission européenne et Parlemètre du Parlement européen

Daniel Debomy et Alain Tripier, « Les opinions publiques européennes et l'UE après le pic de crise migratoire », Policy Paper n°201, Institut Jacques Delors, 4 juillet 2017

« Post-Brexit, Europeans more favorable toward EU », étude du Pew Research Center, 15 juin 2017

« The mood in France and in Germany prior to the national elections », étude de l'IdD Allensbach pour Allianz

« Fractures françaises », enquête Ipsos juillet 2017

« The Future of Europe, Comparing Public and Elite Attitudes », Chatham House, juin 2017

“Was hält Europa zusammen? Die EU nach dem Brexit.”, Friedrich-Ebert-Stiftung, août 2017

Sur les mêmes thèmes

LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES ET L'UE APRÈS LE PIC DE CRISE MIGRATOIRE
Daniel Debomy et Alain Tripier, Policy Paper n°201, Institut Jacques Delors, juillet 2017

MENACE TERRORISTE ET CRISE DES RÉFUGIÉS : RÉPONSES FRANCO-ALLEMANDES
Représentants de think-tanks français et allemands, Tribune, janvier 2017

L'UE MALGRÉ TOUT ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE AUX CRISES (2005-2015)
Daniel Debomy, Étude, Institut Jacques Delors, juin 2016

L'UE NON, L'EURO OUI ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE (2007-2012)
Daniel Debomy, Policy Paper n°90, Institut Jacques Delors, mars 2013